



**TERRE**  
**D'ÉMERAUDE**  
COMMUNAUTÉ  
*Sud Jura*

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le

Berser  
Levrault

ID : 039-200090579-20220406-D\_032\_2022-DE

# Orientations budgétaires

« Le monde n'est que mutation perpétuelle, toute chose bouge en permanence, et d'un mouvement commun à toutes choses, et de son mouvement propre; et la stabilité même, n'est qu'une agitation plus lente ».

Montaigne . Essais. III-2 804-805



## Rapport d'Orientation Budgétaire

Le contexte socio-économique et l'environnement général

L'analyse de la situation financière et fiscale de la Communauté de communes : données et ratios généraux, fiscalité, endettement

Des éléments de programmation des investissements de la collectivité

# I. Le contexte macroéconomique resume

## \_ La croissance

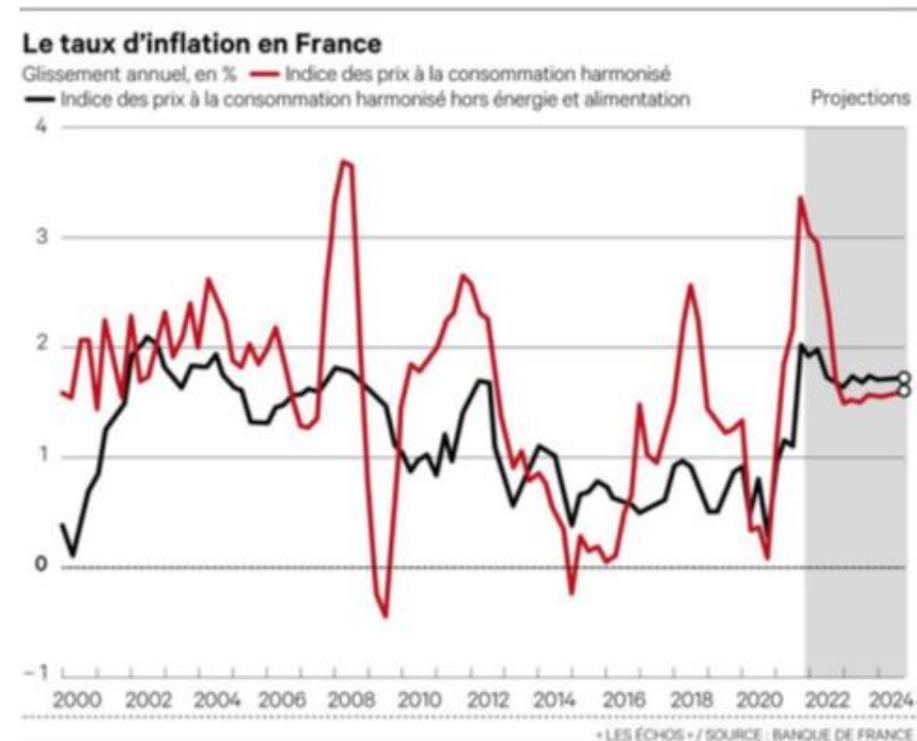
Après une forte reprise, on constate un ralentissement progressif de la croissance. A titre indicatif, le PIB selon l'INSEE passe de -8% en 2020 à +6,7% en 2021 puis amorce une décrue pour finir à 1,4% en 2024.

## \_ Le taux de chômage

Il passerait en France de 8,1% en 2021 à 7,6% en juin 2022. ( effet induit des contrats d'alternance et effet structurel de l'apprentissage)

## \_ Le retour de l'inflation

L'indice des prix à la consommation varie de + 3% entre 2020 et 2021 et devrait s'inscrire dans la durée, avec un minimum +1,5 % pour les années à venir.



## II. L'état des finances publiques

### \_ Une dette historiquement élevée

En 2020, elle représente 115,6% du PIB. Les recettes supplémentaires devraient permettre de contenir le niveau de la dette publique pour 2021 ; Le ratio devrait s'améliorer en 2022 soit 114 % du PIB. La dette n'en demeure pas moins très élevée.

### \_ Une accélération de la baisse du déficit

Après avoir culminé à +9,1 % du PIB en 2020, le déficit devrait être redescendu à 7 % en 2021. Grâce à la reprise économique et à l'extinction des mesures de soutien, il devrait s'établir à +4,8 % du PIB fin 2022.

### \_ Une baisse relative des dépenses publiques

Les dépenses publiques ont atteint 60,8 % du PIB en 2020. Ce ratio diminue fin 2021, à 59,9 %. En 2022, la baisse devrait s'accélérer et les dépenses publiques ne devraient représenter que 55,6% du PIB.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Dépenses publiques hors crédits d'impôt</b>	55,1	54,0	53,8	60,8	59,9	55,6
<b>Prélèvements obligatoires</b>	45,1	44,7	43,8	44,5	43,7	43,5
<b>Déficit public</b>	3,0	2,3	2,2*	9,1	8,4	4,8
<b>Dette publique</b>	98,1	97,8	97,5	115,0	115,6	114,0

Source INSEE et rapport économique social et financier annexé au PLF 2022

## III. Quelles conséquences pour collectivité

**... En ce qui nous concerne, on constate quatre évolutions majeures :**

- \_ Un changement historique du panier fiscal : Un pouvoir de révision des taxes locales qui échappe aux élus.
- \_ Une nouvelle donne : la hausse des prix des matières premières et de l'énergie.
- \_ Des recettes aléatoires : TVA, CVAE, IFE, etc.
- \_ Mais aussi, d'un point de vue national, des propositions en matière de pouvoir d'achat pour les bas revenus qui pourraient entraîner une évolution des charges salariales.

# IV. Présentation budgétaire

## IV. 1 – Résultats de l'exercice 2021

<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>CA 2021</b>	B) Résultat antérieur reporté		total		Résultat à reporter en 2022
Dépenses totales	19 681 662 €					
Recettes totales	21 496 651 €					
Epargne de gestion	1 814 989 €	3 265 910 €		5 080 899 €		3 457 437 €
<i>(pour mémoire intérêts de la dette)</i>	279 903 €					
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>CA 2021</b>	Résultat antérieur reporté	Restes à réaliser 2021	total		Affectation de résultat
Dépenses totales	12 129 001 €					
Recettes totales	10 505 539 €					
Solde de la section d'investissement	- 1 623 462 €		- 1 918 968 €	- 3 542 430 €	G)	1 623 462 €
<i>(remboursement de la dette en capital)</i>	1 192 621 €					
<i>Total annuité de la dette:</i>	1 472 524 €					

## IV. 2 – Nos engagements

### La fiscalité

- Comme convenu, pour la troisième année, le budget qui vous sera présenté comporte les mêmes taux qu'à l'origine.
- **Le maintien de la pression fiscale a donc pu être respecté pour 2022. MAIS...**
  - Deux éléments peuvent remettre en question cet option à l'avenir :

➡ D'une part : La nécessité de constituer un fonds de roulement suffisant pour autoriser un fonctionnement satisfaisant et un excédent annuel qui couvre largement le remboursement de la dette annuelle en capital.

➡ D'autre part : Le retour de l'inflation et la hausse des prix des fournitures et services.

	2021	2022
TAXES FONCIERES BÂTIES	6,86%	6,86%
TAXES FONCIERES NON BÂTIES	16,32%	16,32%
COTISATIONS FONCIERES DES ENTREPRISES	22,22%	22,22%

## IV. 2 – Nos engagements

# La masse salariale

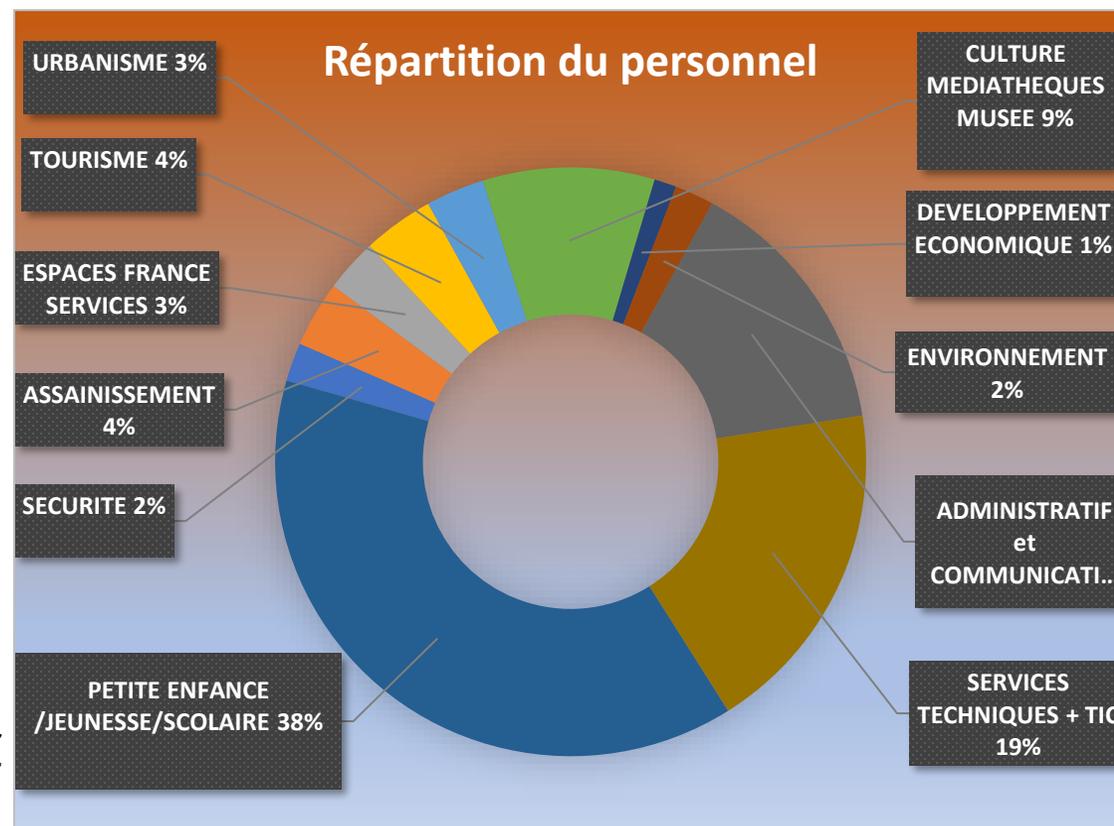
Nous maintenons notre engagement de changer « poste pour poste » les salaires versés.

- \_ Le montant 2022 de la masse salariale est de 7 009 092 €
- \* Soit 36% des dépenses courantes de fonctionnement,
- \* Une augmentation de 12,40% par rapport à 2021.

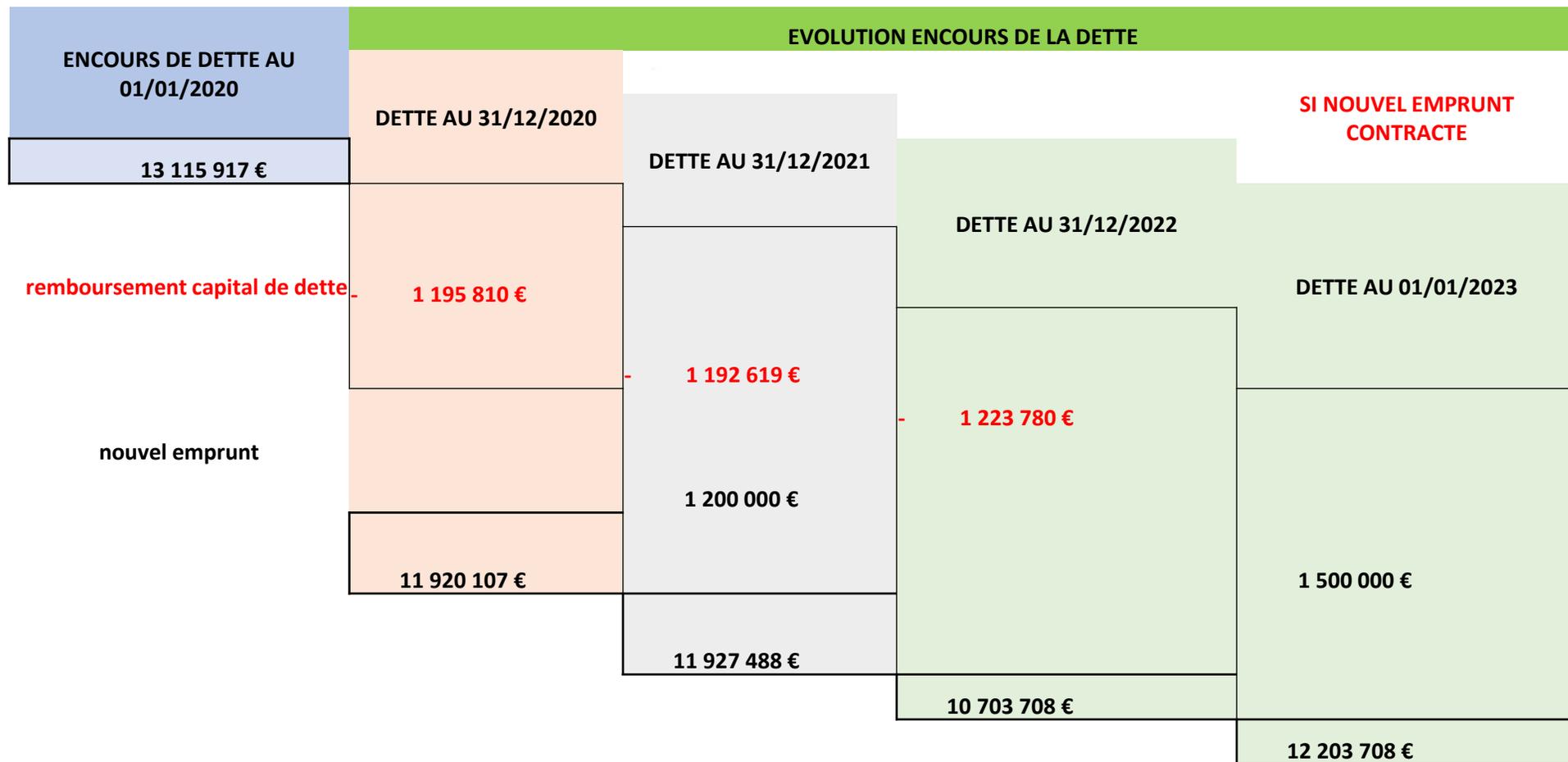
Cette augmentation est due essentiellement :

- à la prise en charge de nouvelles compétences. (ex: Crèche, Urbanisme, sécurité)
- à notre effort en direction des personnels (Chèques restaurants, revalorisation du complément indemnitaire)

- \_ En outre, les recettes en atténuation s'élèvent à 1 249 905 €



## IV. 2 – Nos engagements L'endettement



ECART ENTRE L'ENCOURS DE DETTE INITIAL ET L'ENCOURS:

- 2 412 209 €

- 912 209 €

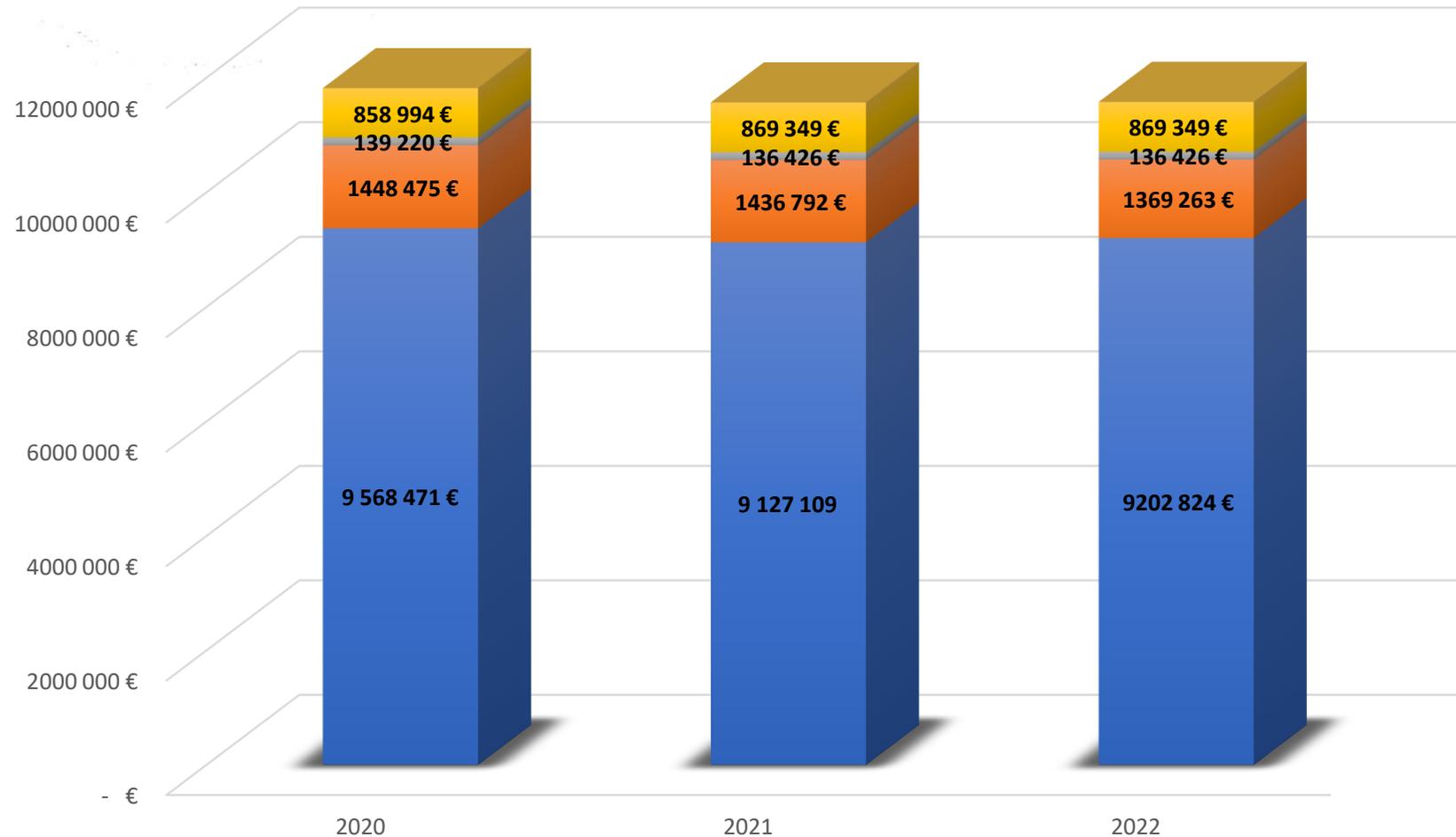
## Situation et orientations budgétaires de la collectivité



# Situation et orientations budgétaires

## de la collectivité

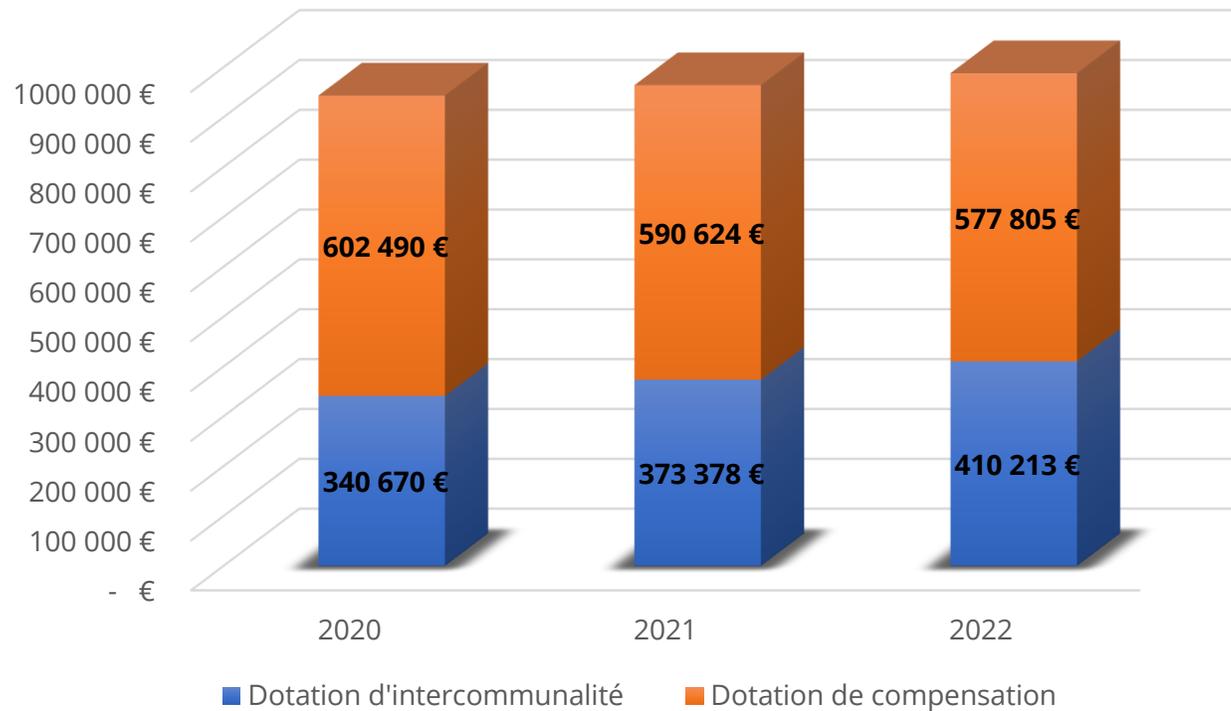
### Evolution du produit fiscal



# Situation et orientations budgétaires de la collectivité

## Evolution de la DGF

### Dotation Globale de Fonctionnement

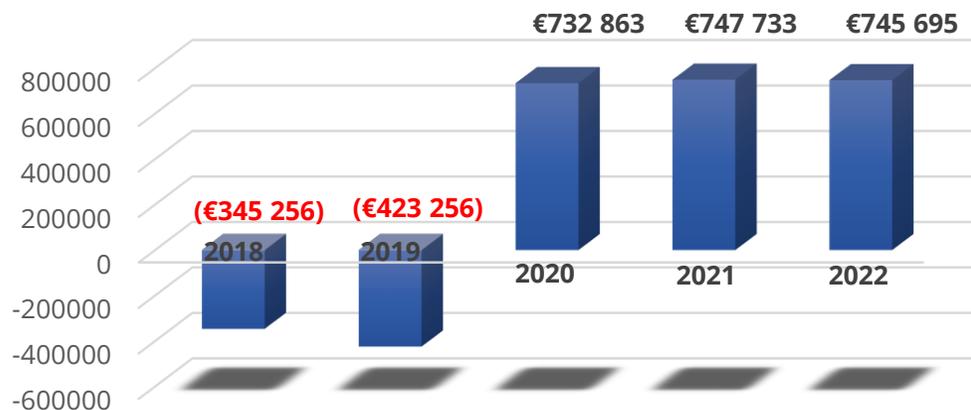


Année	2021	2022	2021-2022 %
Dotation d'intercommunalité	373 378€	410 213 €	9,86 %
Dotation de compensation	590 624 €	577 805 €	-2,17 %
<b>TOTAL DGF</b>	964 002 €	988 018 €	2,49 %

# Situation et orientations budgétaires de la collectivité

## Le FPIC

**Solde FPIC Intercommunal et  
Communal**



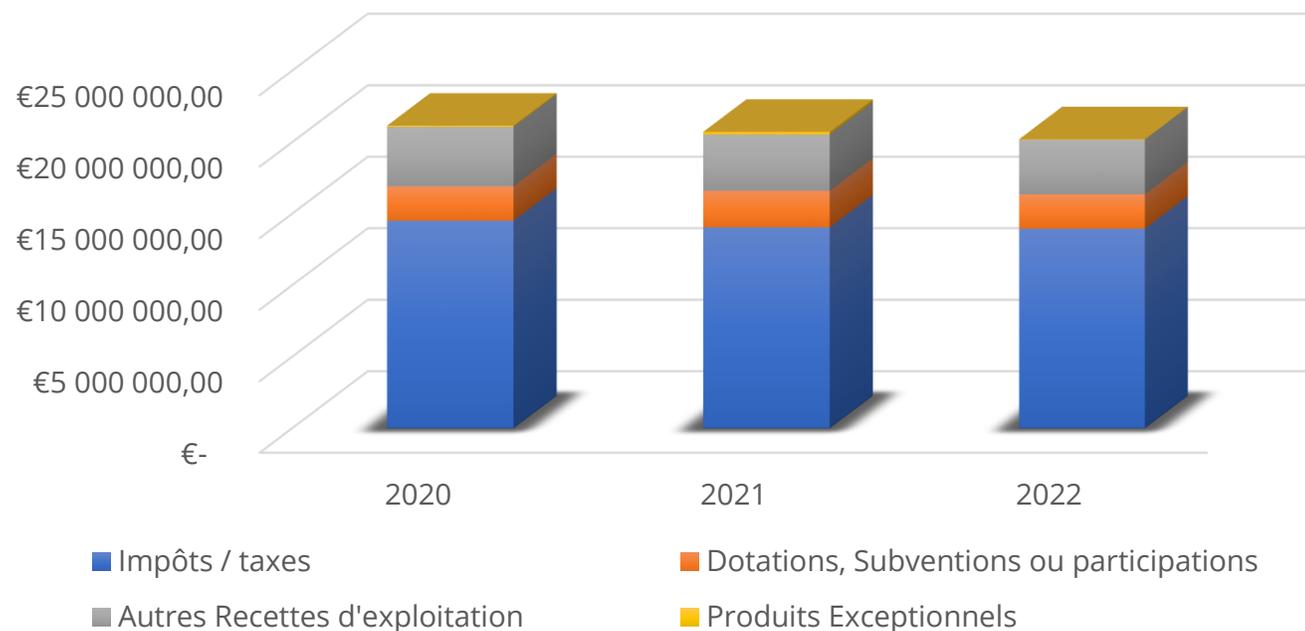
Année	2021	2022	2021-2022 %
<b>Contribution FPIC</b>	0 €	0 €	0 %
<b>Attribution FPIC de droit commun de l'EPCI</b>	382 616 €	381 570 €	-0,27 %
<b>Solde FPIC</b>	382 616 €	381 570 €	-0,27 %

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
<b>Contribution FPIC</b>	645 898 €	690 546 €	0 €	0 €	0 €	0 %
<b>Attribution FPIC</b>	300 642 €	267 290 €	732 863 €	747 733 €	745 695 €	-0,27 %
<b>Solde FPIC</b>	-345 256 €	-423 256 €	732 863 €	747 733 €	745 695 €	-0,27 %

# Situation et orientations budgétaires de la collectivité

## Les recettes réelles de fonctionnement

Synthèse des Recettes Réelles de Fonctionnement



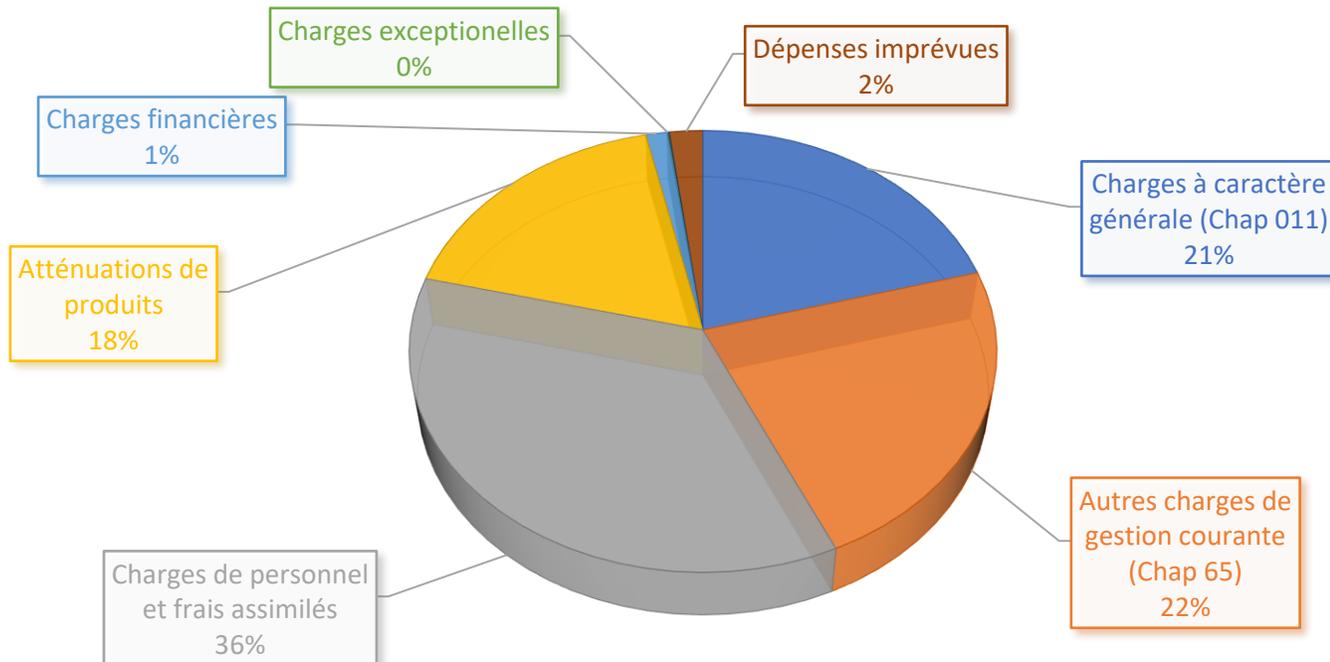
Année	2021	2022	2021-2022 %
<b>Impôts / taxes</b>	14 042 030 €	13 950 503 €	-0,65 %
<b>Dotations, Subventions ou participations</b>	2 555 831 €	2 409 368 €	-5,73 %
<b>Autres Recettes d'exploitation</b>	3 938 063 €	3 815 416 €	-3,11 %
<b>Produits Exceptionnels</b>	185 431 €	30 000 €	
<b>Total Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>20 721 355 €</b>	<b>20 205 287 €</b>	<b>-2,49 %</b>

# Situation et orientations budgétaires

## de la collectivité

### Les dépenses réelles de fonctionnement

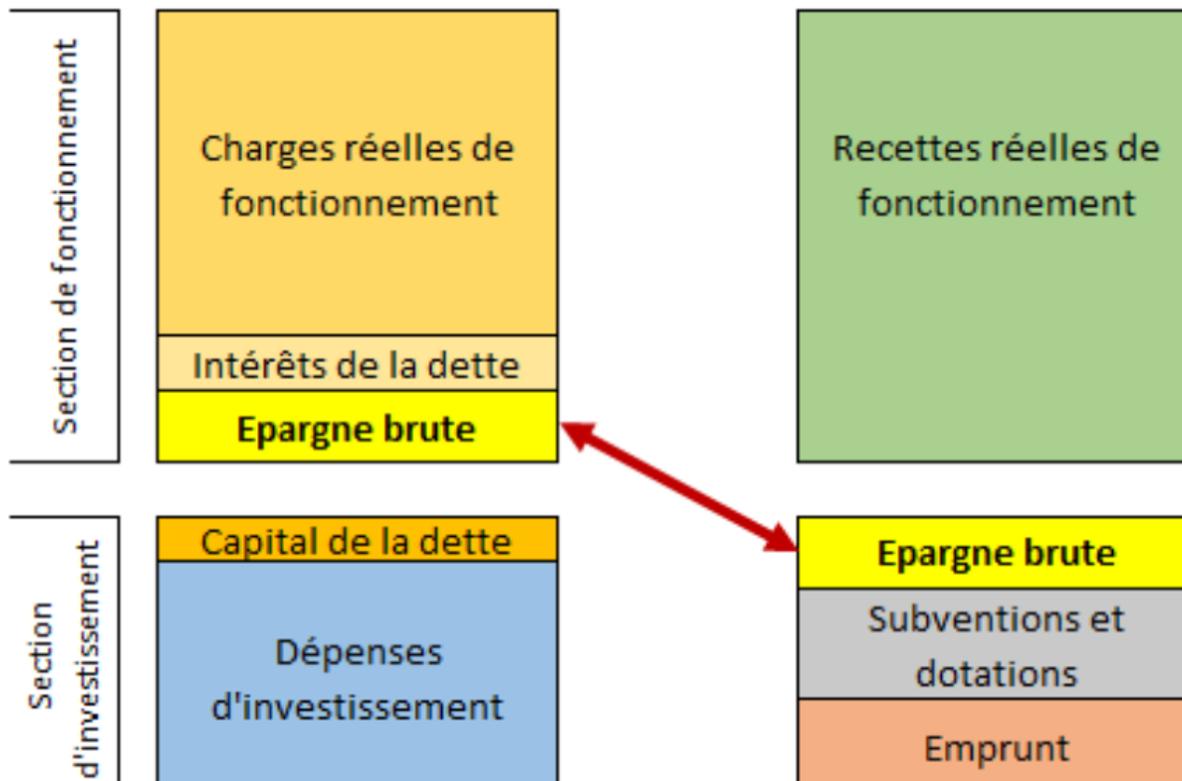
#### STRUTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



Année	2021	2022	2021-2022 %
Charges de gestion	7 906 769 €	8 469 .425 €	7,12 %
Charges de personnel	6 235 749 €	7 009 092 €	12,40 %
Atténuation de produits	3 505 667 €	3 480 833 €	-0,71 %
Charges financières	274 336 €	255 367 €	-6,91 %
Autres dépenses	28 500 €	422 163 €	
<b>Total Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>17 951 021 €</b>	<b>19 663 880 €</b>	<b>9,54 %</b>

# Situation et orientations budgétaires de la collectivité

## L'équilibre sectionnel



Année	2021	2022
Recettes Réelles de fonctionnement	20 721 355 €	20 205 287 €
Dépenses Réelles de fonctionnement	17 951 021 €	19 663 880 €
Excédent n-1		3 457 382 €
Epargne brute	2 770 334 €	3 998 799 €
Taux d'épargne brute %	13,37 %	19,79 %
Amortissement du capital de la dette	1 192 620 €	1 223 780 €
Epargne nette	1 577 714 €	2 775 019 €
Encours de dette	11 926 600 €	10 667 318 €
Capacité de désendettement	4,30	2,67

# Notre endettement

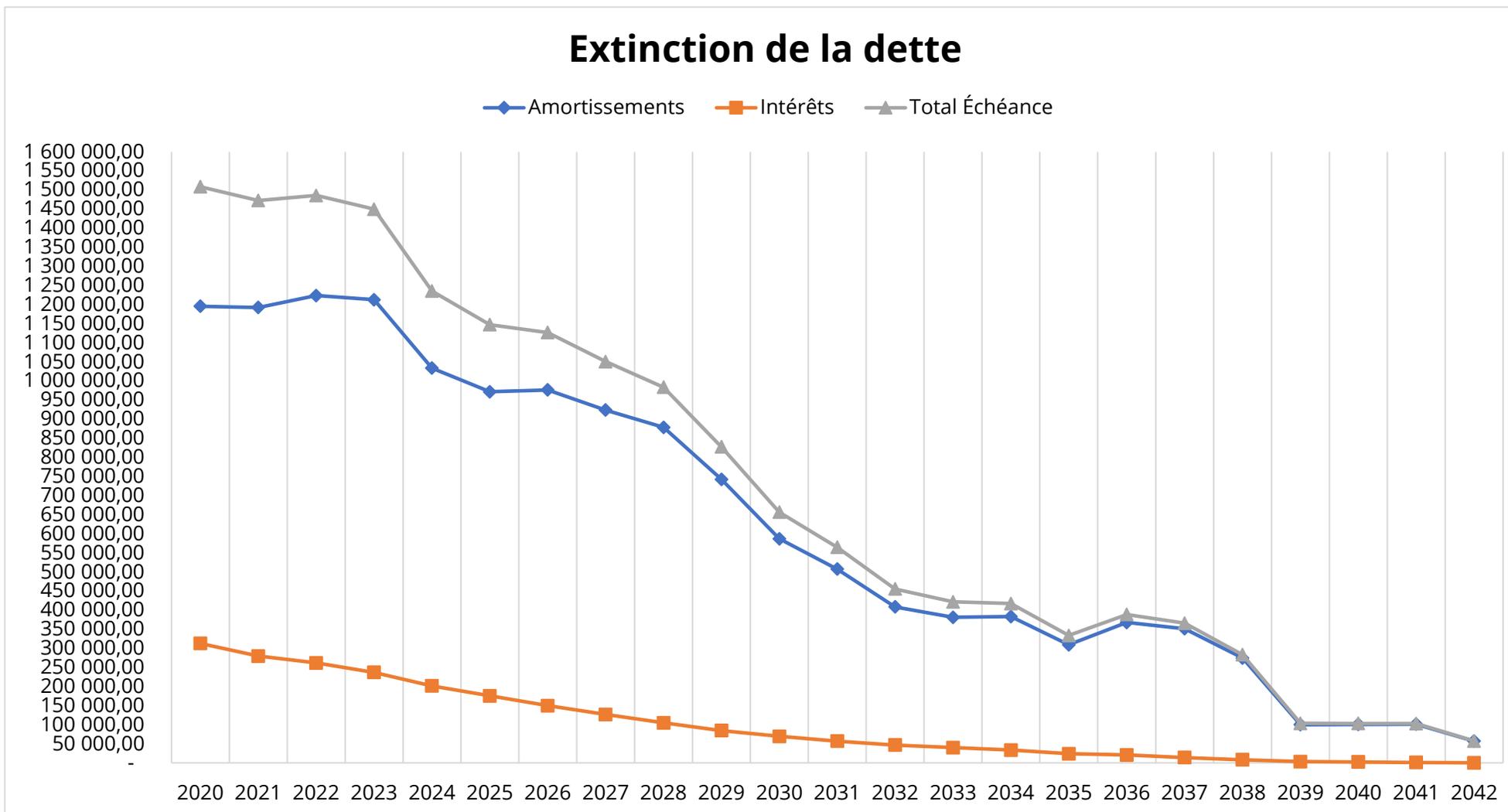
## Analyse de la dette

### Etat de la dette au 31 décembre 2021

- Annuité de la dette : 1 472 522 €
- Dont : Intérêts de la dette: 279 903 €
- Dont : Capital remboursé: 1 192 619€
  
- Correspondants à un taux de désendettement 2021 de 4,30 années.

# Evolution de la dette annuelle

## Analyse de la dette



# Les investissements, Vos propositions

- Investissements recensés pour l'année 2022 : 7 100 000 €
- Auxquels s'ajoutent 2 600 000 € de restes à réaliser
- Soit : 9 700 000 € d'investissements à financer par :
- L'emprunt: 1 500 000 € ( selon nécessité d'équilibre)
- Les amortissements : 1 900 000 €
- Les subventions à hauteur de 3 350 000
- L'autofinancement: 2 950 000 €

# Les investissements, Vos propositions

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le

Berser  
Levrault

ID : 039-200090579-20220406-D\_032\_2022-DE

# Stratégie d'investissement : Les investissements programmés

**L'investissement repose sur 3 piliers** : Le recours à l'emprunt ; les subventions ; l'autofinancement

- \_ La prospective proposée ce soir limite le recours à **l'emprunt**
- \_ La recherche de financements et de **subventions** est une priorité absolue

Et surtout , pour se préserver un **autofinancement** suffisant, il est indispensable de maîtriser nos dépenses de fonctionnement :

- \_ Par une attention particulière à l'évolution de la masse salariale
- \_ Par des économies d'échelle au niveau de chaque service: mutualisation des charges, mise en concurrence, priorités, contrôle de gestion
- \_ par une planification raisonnée des investissements

# Orientations budgétaires :

## La parole est à vous ...

- Trois votes (sous réserve d'une évolution imprévue de la situation) :
  - **Politique fiscale**
    - Objectif : maintien du niveau de fiscalité
  - **Politique d'endettement**
    - Objectif : maintien de l'encours de dette au niveau du 1<sup>er</sup> janvier 2020, à savoir 13 126 000€ et à minima respect impératif des ratios nationaux.
  - **Politique d'investissement**
    - Planification des investissements en fonction des objectifs définis ci-dessus